

ASSOCIATION POUR
LA RECHERCHE ET LA SAUVEGARDE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE
 SUR LA RÉSISTANCE EN CREUSE

BULLETIN N° 25

MARS 2002

SOMMAIRE

Nos peines	1
- André Ferrandon	1
- Colonel Hugh Verity	1
- Louis François	1
Assemblée générale annuelle	2
Dix ans déjà	2
Bulletin	3
Réseaux et mouvements	3
Il y a 60 ans	4
- La semaine du 28 mars au 4 avril 1942	4
- Observations générales	7
Histoire. Mémoire. Opinion.	8
La Creuse à la veille de la guerre	8
L'État Français. L'école et la jeunesse	9
Hommage (suite)	11
- Roger Cerclier (Jean-Pierre)	11
- Elie Piron (Cdt Rose)	11
- Alfred Bourdet (Cdt Bock)	11
- Henry Castaing (Kaolin)	11
Résistance et résistants	12
- En Creuse	12
- Errata - Omissions	12

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Samedi 27 avril 2002 à 14 h 30 à Guéret
Maison des Associations, Salle 1
11 rue de Braconné
Venez nombreux

NOS PEINES

André FERRANDON est décédé le 20 décembre 2001. Il a été inhumé dans l'intimité familiale. Il était entré en Résistance aux côtés d'Adrien Duris (M.U.R., réseaux Alliance et Ajax) et avait accompli diverses missions. Il avait ensuite rejoint la 2^e compagnie Franche de Roger Biton et participé à de nombreuses opérations. Après la libération de la Creuse il s'était engagé pour la durée de la guerre et servi au 26^e RI sur le front de La Rochelle.

Nous assurons son épouse et toute sa famille de notre bien vive sympathie.

Le Colonel Hugh VERITY, de la Royal Air Force, est décédé le 17 novembre dernier, moins de trois mois après sa visite en Creuse, mais l'information nous est parvenue trop tard pour être insérée dans le précédent bulletin.

Nous l'avions accueilli, handicapé par une fracture non encore consolidée, marchant avec difficultés, mais rien ne laissait prévoir une si brutale disparition. Nous avons su qu'il était entré à l'hôpital peu après son retour en Angleterre et nous lui avons transmis nos vœux de rapide et totale guérison. Il serait mort d'un accident vasculaire cérébral.

Nous gardons le souvenir de sa courtoisie, de sa gentillesse, de sa rayonnante intelligence et de sa vaste culture mais aussi de sa modestie. Par delà le héros, le mythique commandant de l'escadrille des Lysanders, nous avons découvert un homme de très grande qualité.

Nous assurons Mme Verity et toute sa famille de notre bien sincère sympathie.

Louis FRANÇOIS, Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale est décédé le 13 janvier dernier, dans sa 98^e année. Après la guerre de 39-40 que ce capitaine de chars avait fait à l'état-major, il était entré en Résistance aux côtés de son ami Pierre Brossolette puis au sein du réseau CND, dirigé par le colonel Rémy. Arrêté en 1942, il avait été déporté au camp de Sachsenhausen puis à Neuengamme. Libéré en 1945, il avait été nommé inspecteur général, fonction qu'il exerça jusqu'à sa retraite en 1973.

Il avait longtemps présidé le jury national du Concours de la Résistance et de la Déportation auquel il était très attaché. En 1989, lors de la remise des prix aux lauréats nationaux il avait, pour la plus grande fierté des quelques creusois présents, repris dans son allocution un passage du devoir de Sarah Martin, élève du collège de Bénévent, distinguée par le jury national après l'avoir été par le jury départemental. Sans doute avait-il discerné le brillant sujet qui, après une mention « Très Bien » au bac obtenu au lycée de La Souterraine, réussit un doublé exceptionnel : École normale supérieure et Polytechnique.

Dans une notice biographique, publiée par *Le Monde* l'historien Jean-Pierre Rioux, présente l'Inspecteur général Louis François comme « Atypique mais

redouté, terrorisant les professeurs mais enthousiasmant toujours les élèves.... Il avait certainement compris précocement que dans ce pays l'enseignement rajeunirait de gré ou de force, mais toujours contre l'avis et les projets de la rue de Grenelle. Il a su rester un compagnon de toutes les résistances, un patriote citoyen du monde, un Juste camisard plein du tremblement sacré devant la vie... Un jeune en quelque sorte qui a niqué joyeusement les rancis et les médiocres. »

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Elle se tiendra :

Samedi 27 avril, à partir de 14 h 30
Maison des associations de Guéret. Salle 1.
(11 rue de Braconne)

A l'ordre du jour :

- Rapport d'activité.
- État d'avancement des travaux.
- Rapport financier.
- Rapport moral
- Renouvellement du Conseil
- Renouvellement du Bureau
- Perspectives.
- Questions diverses.

Il est demandé à tous les adhérents de faire un effort de présence, ne serait-ce que venir encourager ceux qui travaillent.

DIX ANS DEJA !

C'est en 1991 que fut créée notre association, pour prendre le relais du Comité d'histoire créé en 1984 au sein de l'Union départementale CVR. Elle fut officiellement déclarée et enregistrée le 22 octobre. Nous avons alors besoin d'une structure juridique indépendante pour :

- Associer de nouveaux chercheurs, plus jeunes.
- Assurer la protection de nos acquis.
- Concrétiser et gérer les projets d'édition.

Les statuts précisent, dans leur article 13, que « les documents, dossiers, archives, etc., appartenant à l'association seront, lors de la dissolution, versés aux Archives départementales.

La réunion fondatrice s'était tenue un plus tôt. Il en reste trace : la photo ci-dessous et un communiqué intitulé « 1730 jours de honte et d'espoir », le temps qui s'est écoulé entre l'armistice de 1940 et la libération. C'est au cours de cette même réunion que fut arrêté le principe de l'unité d'écriture, Jean Michaud étant d'évidence le plus qualifié.

Sur la photo :

De gauche à droite : Jean Michaud (décédé en 1999), Mme Suzanne Boiron-Fossey, Mme Suzanne Cerclier, colonel Kirsrch (décédé en 1997) nommé à cette occasion président d'honneur, Georges Dallier (décédé en 1993), colonel Savoyant, Georges Vaudin, René Larnaud (décédé en 2001), Yvan Germain. Membres du Comité d'histoire absents à la réunion : Mme Mérignat (décédée en 1994) et Antoine Caron (décédé en 1992). Castille, qui a pris la photo, ne figure pas sur le document.



En 1991, beaucoup de travail avait déjà été fait et nous espérions alors une publication en 1994-1995. Hélas, les disparitions allaient se succéder tandis que le travail se révélait plus complexe que prévu. Il fut même envisagé, fin 1996, de publier un « ouvrage d'attente », avec des textes existants, mais là encore le projet fit apparaître des difficultés importantes. Et en 1999, le décès de Jean Michaud remettait en cause tout le programme éditorial.

Le groupe de travail créé pour assurer le relais comprend 6 personnes dont 4 professeurs d'histoire. Il contrôle, corrige, amende, complète, les textes qui lui sont soumis.

D'autres difficultés imprévues sont apparues avec la disparition de MJC Promo (La Souterraine) qui avait, à la satisfaction générale, assuré la mise en pages et la réalisation technique avant impression de notre précédent ouvrage *Le Sauvetage des enfants juifs* (1997), et commencé à travailler sur le premier tome de *La Creuse des années sombres*. Il a donc fallu tout reprendre, avec « les moyens du bord », pas toujours adaptés, et réaliser, sans formation préalable, un travail professionnel d'infographie.

Il a aussi fallu rechercher les documents d'illustrations, indispensables pour permettre aux jeunes générations de situer les faits dans leur contexte car, depuis 60 ans, la France et la Creuse ont beaucoup changé. Près de 700 ont été recensés dans de multiples sources. Ils se présentent sous les formes les plus diverses : Photos (bromures), documents papier en noir et blanc et couleurs de tous types et de tous formats (du tract à l'affiche), reproductions laser, images numérisées, etc.. Plus de 400 sont déjà disponibles. Plus de 200 sont à numériser ou en cours de numérisation.

A ce jour près de 400 pages (sur les 550-600 prévues pour le premier tome (juin 1940 – 11 novembre 1942) sont terminées.

Le programme CD ROM, développé par l'AERI dans le cadre de la Fondation de la Résistance, va lui aussi pouvoir s'accélérer. C'est une autre équipe de professeurs qui, pour l'essentiel, en assurera la réalisation, notre association apportant ses acquis, et chaque fois que nécessaire, sa contribution pour une bonne compréhension des éléments fournis.

Le projet de site Internet devrait lui aussi pouvoir démarrer. Quelles que soient les réserves, justifiées ou non, que suscite Internet, nul ne peut en ignorer l'existence et les potentialités. Le site a l'avantage sur le livre et même le CD ROM d'être vivant et interactif. Plus que tout autre moyen il peut assurer la pérennité du travail accompli, témoigner à tous moments et en tous lieux de ce que fut la Creuse entre 1940 et 1945. Là encore, c'est aux enseignants qu'il appartient d'assurer, à partir des matériaux disponibles, la réalisation et le suivi. Ils sont en charge de la transmission du savoir, ils ont été formés à cet effet, leur institution n'est pas menacée à terme dans son existence et elle garde le sens d'un certain nombre de valeurs.

BULLETIN

Les derniers numéros ont été particulièrement importants (32 pages), en raison de l'abondance des matières, des nouveaux thèmes abordés (réseaux, parachutages, etc.) et des hommages rendus à divers responsables de la Résistance à l'occasion de l'inauguration de plaques-souvenirs.

Les frais d'impression et de diffusion ont obéré les modestes ressources de l'association et nous conduisent à réduire la pagination. A l'intention de ceux qui n'ont pas encore réglé leur cotisation et de ceux qui voudraient la rejoindre nous joignons un nouveau formulaire.

RESEAUX ET MOUVEMENTS

Nous avons, dans le numéro 23, évoqué le nombre importants des réseaux et cité le chiffre de 155 réseaux destinataires des messages émis le 5 juin 1944 au soir pour annoncer le débarquement. L'AERI vient de nous communiquer le nombre des réseaux et mouvements homologués, assimilés à des unités combattantes, des non homologués, et des réseaux « Buckmaster » dépendant de la section F du SOE.

1 - Réseaux des forces françaises combattantes reconnus unités combattantes : 197. Parmi eux : les réseaux Action des diverses « régions », Ajax, Alliance, Brutus, CND (col. Rémy), Cohors, Estienne d'Orves, F2 (polonais) Gallia, Jade, Manipule, Marco Polo, Musée de l'Homme, Phratricie (J. Robert), Quand Même, Saint Jacques, Thermopyles, Turma-Vengeance, Veny, etc. Sont assimilés aux réseaux les SR (Air, Kléber, TR, etc.) et les organismes spécialisés tels le NAP. Rappelons que certains réseaux ou missions n'eurent qu'une durée de vie parfois courte et réapparurent sous un autre nom pour de nouveaux objectifs.

2 - Réseaux « Buckmaster » (Section F du SOE) : 50. Ils sont en général désignés par un prénom : Antoine, Athos, Denis-Aristide, Eugène, Jean-Marie, Lucas, Nicolas, Théodule, etc. pour les plus anciens.

3 - Mouvements de Résistance intérieure française (RIF) assimilés aux unités combattantes : 22. Ce sont pour la plupart les mouvements des deux zones : Combat, Libération, Franc-Tireur pour la zone sud, Ceux de la Libération, Défense de la France, Libération Nord, OCM, pour la zone nord, les regroupements auxquels ils ont donné naissance : MUR, MLN, les mouvements communs aux deux zones : Front national, France d'abord, ORA, etc.

4 - Mouvements de la Résistance intérieure française non-homologués : 25 On y trouve, curieusement associés : le mouvement du général Cochet, les FUJ (forces unies de la jeunesse), Honneur de la Police, le MNPDG (de François Mitterrand), Patriam Recuperare (F.M.), Témoignage Chrétien, Volontaires de la Liberté, etc..

IL A 60 ANS (fin mars-début avril 1942)

Les éphémérides publiés dans les précédents numéros couvraient chacun un trimestre. Ils étaient donc nécessairement schématiques, chaque fait ou citation se trouvant en général réduit à une ou deux lignes. Celui que nous présentons ci-après ne concerne qu'une semaine, celle du samedi 28 mars au samedi 4 avril 1942, veille de Pâques, ce qui permet des informations plus étoffées.

Pour mémoire, la France vit encore dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'ère Darlan », commencée le 10 février 1941 avec la nomination de l'amiral de la flotte aux responsabilités de président du conseil et sa désignation comme « dauphin » du maréchal, en vertu de l'acte constitutionnel N° 4 quater. Une ère qui va bientôt se terminer car le 26 mars 1942 se sont déroulés, dans la forêt de Randan, près de Vichy, des entretiens secrets entre le maréchal Pétain et Pierre Laval. Ils aboutiront au retour au pouvoir, le 18 avril, de celui qui en avait été chassé le 13 décembre 1940, avec le titre de chef du gouvernement, responsabilité abandonnée à son profit par le chef de l'État. Ce sera le début d'une nouvelle ère qui verra le maréchal accepter de se priver à nouveau d'autres pouvoirs (auto-octroyés) qu'il détenait depuis le 12 juillet 1940 et le gouvernement s'enfoncera dans une collaboration de plus en plus servile.

28/03/42 (samedi)

- Le JO N° 75 publie les « rations d'aliments pour le mois d'avril. »

	E	J1	V	J2	A	J3	T	C
Pain (en gr/jour)	100	200	200	275	275	300	300	300
Viande (gr/semaine)	180	180	180	180	180	180	180	180
Fromage (gr/sne)	50	50	50	50	50	50	50	50
Mat. Gras. (Gr/mois)	430	430	430	430	430	430	430	430
Sucre (gr/mois)	1000	500	500	500	500	500	500	500
Café (Gr/mois)				45	45	45	45	45
Riz (gr/mois)	300	200						
Chocolat (gr/mois)	125	125	125	250	250			

Information :

- Ration de matières grasses ramenée de 450 à 430 gr par mois, le mois d'avril n'ayant que 30 jours.
- Ration de riz aux catégories J2 et V, supprimées en raison de la pénurie des ressources.
- Rations fixées constituent des maxima qui peuvent ne pas être allouées dans toutes les régions.

NDLR

- Catégories (E, J1, V, .. : voir bulletin 23 p. 18
- Le pain était à l'époque la nourriture de base.
- Le café et le chocolat étaient pour partie des ersatz.
- 180 grammes de viande (tous morceaux confondus) correspondent aux besoins d'un repas normal.
- 50 grammes de fromage = 1/8 de camembert.

- Le même JO N° 75 annonce la dissolution de 6 conseils municipaux (remplacés par des délégations spéciales) et publie une loi datée du 26 mars 1942 portant création d'un service de la main d'œuvre française en Allemagne, « pour maintenir le contact entre le gouvernement et les ouvriers français ayant librement contracté un engagement de travail en Allemagne, pour leur garantir les meilleures conditions d'existence possible ... régler tous les problèmes. »

NDLR : Il y eut bien des volontaires pour aller travailler en Allemagne. Les « encouragements » (relève) vinrent un peu plus tard, précédant la contrainte puis la « réquisition » par classes d'âge.

- *Le Courrier du Centre* N° 76 du 28 évoque la 21^e audience du procès de Riom au cours de laquelle ont été entendus : 1 général, 2 colonels et un capitaine, lequel déclare « sur la frontière belge, nous avons l'impression d'être désarmés. » Le quotidien régional évoque aussi :

- l'entrée des divisions chinoises de Tchang Kai Tchek en Thaïlande,
 - le bombardement de Corrégor (Philippines) par les Japonais,
 - les bombardement intenses des Japonais sur la Nouvelle Guinée.
 - le débarquement des Japonais dans l'archipel de Santa-Cruz appartenant à la Grande Bretagne.
- (Des noms qui sans doute reviennent à la mémoire de ceux qui ont vécu cette période.)

A noter : *Le Courrier du Centre* ne fait pas mention de la première déportation, qui a eu lieu la veille, des Juifs arrêtés en 1941 en zone occupée.

- Dans son rapport journalier au préfet, le commissaire de police de Guéret signale l'arrestation de A.M. (pour détention d'armes, précisera le rapport complémentaire du 30.)

- Le préfet (Jacques Henry) poursuit sa visite aux communes. Ce 28 mars il est à Ahun. Il s'agit pour lui de s'informer mais aussi de remplir les fiches-types qu'il doit adresser au ministère de l'Intérieur. Elles portent sur :

- 1 - La composition sociale de la commune (7 catégories)
 - 2 - La situation politique (7 questions) dont une sur le nombre d'anciens combattants et légionnaires.
 - 3 - Les questions économiques et sociales (4 questions)
 - 4 - Les questions administratives et financières (3)
 - 5 - Les vœux et suggestions.
- En complément, elles rappellent les résultats des élections des 5 et 12 mai 1935, les noms du maire et des adjoints, leur appartenance politique.

29/03/42 (dimanche)

- La BBC (émissions en langue française) annonce une opération de la marine britannique dans la nuit du 27 au 28 contre la base allemande de Saint Nazaire. Une grande cale est détruite mais la base des sous-marins n'est pas touchée.

- Dans la nuit du 28 au 29, 234 avions britanniques ont bombardé Lübeck.

30/03/42 (Lundi)

- Le JO N° 76 fait état de 2 conseils municipaux dissous, remplacés par des délégations spéciales.

En Creuse, le préfet visite Bénévent l'Abbaye, Grand Bourg et Pontarion. Dans cette dernière commune il note la présence de M. Coucaud, conseiller d'arrondissement communiste déchu, lequel « ne fait l'objet actuellement d'aucune remarque. » Il souligne une « attitude correcte des conseillers municipaux » et signale que « les éléments extrémistes de cette région continuent d'être étroitement surveillés. »

- *Le Courrier du Centre*, évoque l'opération anglaise contre la base allemande de Saint Nazaire et titre : « Les forces allemandes repoussent une tentative de débarquement à Saint Nazaire. » Suit une énumération des pertes et en conclusion : « La porte du bassin a été atteinte, le dommage est sérieux. Il reste à savoir si les pertes subies par les britanniques le valent. » Le journal mentionne sa source : *Inter-France*, c'est à dire l'agence officielle d'informations.

- Le quotidien régional évoque ensuite les succès des sous-marins allemands dans l'Atlantique Nord : 16 navires de commerce coulés dont 8 gros pétroliers. Et ceux des sous-marins italiens : 4 navires marchands. Au total, depuis la fin de janvier : 114 000 tonnes.

- En Russie (même journal) les forces soviétiques achèvent l'encerclement de Léninegrad. Les Allemands ont subi de grosses pertes.

31/03/42 (mardi)

- *Le Courrier du Centre* fait état d'une négociation, menée par l'Anglais Sir Strafford Crips en vue d'accorder à l'Inde un statut de Dominion associé au Royaume Uni. Il est toutefois prévu que, pendant la durée des hostilités, l'Angleterre contrôlera la défense de l'Inde. Il fait aussi état des bombardements de la Royal Air Force sur Benghazi, de ceux des Allemands sur Tobrouk et du « siège aérien » de Malte par les avions de l'Axe.

- Le quotidien régional note : « Le préfet de la Creuse informe les réfugiés de la zone occupée autorisée que le train de rapatriement est fixé au 9 avril. »

NDLR. Ce qui signifie que tous les réfugiés ne sont pas encore rentrés. Par « zone occupée autorisée » il faut entendre celle qui n'est pas interdite, (régions Nord et Est + les zones côtières.)

- Le même journal publie « Les nouveaux traitements des instituteurs et institutrices publics. » Hors-classe : 23 500, 1^{ère} classe : 20 500, 2^{ème} classe : 19 000, 3^{ème} classe : 17 500, 4^{ème} classe : 16 000, 5^{ème} classe : 14 500, 6^{ème} classe : 13 000.

NDLR. Ces salaires, bien que relativement modestes, sont alors nettement plus élevés que le revenu moyen des Creusois.

- Le commissariat de police d'Aubusson signale qu'il est impossible de se procurer dans le commerce les sifflets nécessaires aux gardiens de la paix pour relever les contraventions de circulation.

NDLR. Anecdotique mais ce constat traduit la disparition progressive d'objets d'utilisation peu courante, qui ne sont plus fabriqués par manque de matières premières.

- Les rapports des officiers commandant les sections de gendarmerie sur l'état d'esprit des populations sont faits avant la fin du mois, sans doute pour que les synthèses puissent parvenir dans les délais prévus au gouvernement. Ci-après extraits de ceux rédigés les 23 ou 24 mars :

Le lieutenant M., commandant la section de Bourgneuf, écrit : « L'état d'esprit de la population est assez bon dans l'ensemble. Cependant, quelques membres de l'ex-parti communiste de Bourgneuf, Saint Dizier Leyrenne, Montboucher, Auriat, Saint Moreil, Janailat, Saint Éloi, qui semblent se repentir de leurs erreurs, restent dangereux si un jour les événements se retournent contre la politique actuellement suivie par le gouvernement. A noter que plusieurs de ces militants ont adhéré à la Légion française des combattants soit pour masquer leur jeu, soit encore pour obtenir des faveurs au même titre que les bons Français.

« ... Les récents bombardements de la région parisienne ont provoqué plus de compassion envers les victimes que d'animosité envers l'Angleterre. ... Partout on estime que ce sont les usines Renault qui étaient visées et que les aviateurs anglais n'avaient nullement l'intention de toucher la population ouvrière. Certains disent même que les ouvriers avaient été enfermés dans les usines par les autorités occupantes, pendant le raid.

« Le procès de Riom ne semble pas intéresser le public.

« Fidèle à la politique intérieure suivie par le maréchal, la population n'est pas partisane de la collaboration avec l'Allemagne. La radio anglaise et dissidente est toujours écoutée mais les délinquants prennent toutes les précautions utiles pour ne pas être inquiétés. La surveillance devient de ce fait inopérante.

« Les événements actuels sont suivis avec intérêt. La majeure partie de la population souhaite la victoire anglo-américaine. Certains verraient avec plaisir un débarquement des troupes anglo-américaines sur le territoire français. La haine contre l'Allemagne ne diminuera pas, tant que les prisonniers resteront dans les camps et seront privés de nourriture. »

NDLR. Les officiers de gendarmerie ont été invités à parler franc. Le lieutenant de Bourgneuf ne s'en prive pas. Certains passages de son rapport méritent une

lecture attentive. La considération pour le maréchal (que l'on retrouve régulièrement dans les rapports) traduit-elle le sentiment général de la population ou sert-elle à faire passer les critiques concernant le régime ? En d'autres termes, le maréchalisme est-il en Creuse une réalité ? Pour partie sans doute, mais l'hostilité à la collaboration, le souhait d'une victoire anglo-américaine et le vœu d'un prochain débarquement doivent tempérer l'appréciation.

Le capitaine C., commandant la section de Guéret, écrit : « L'état d'esprit de la population est stationnaire. Les défaites anglaises ne sont que peu commentées. Les victoires japonaises ne le sont pas davantage. La population se rend compte que beaucoup de produits prennent la direction du Nord (?) alors que le Midi souffre de restrictions et cela cause un certain malaise. Cependant, l'opinion demeure favorable au Maréchal ; elle évolue lentement en faveur de la Révolution nationale. Aucun acte de propagande communiste ou antinationale n'est à signaler.

« La réprobation (des bombardements de la région parisienne) n'a pas été générale. On a déploré, certes, qu'il y ait eu des victimes parmi la population civile, mais on ne donne en général, comme but de ces bombardements, que la destruction des usines Renault qui travaillent pour les Allemands. ... Il a été trouvé des circonstances atténuantes pour les Anglais.

« La population, dans son ensemble, comprend que la pénurie de vin provient des obligations que nous devons satisfaire vis à vis des autorités occupantes mais elle estime aussi que les exigences de celle-ci doivent être extrêmement importantes. Pendant la guerre de 1914-1918, il y a eu abondance de vin. ... L'appât du gain anime le courage des paysans. S'il était possible d'augmenter quelque peu leur ration de vin, cela servirait à maintenir leur moral. » Suit un rappel des plaintes déjà exprimées dans de précédents rapports : difficultés de ravitaillement, de chauffage, pour les graisses (?) fourragères, manque de fer et d'acier pour réparer les instruments aratoires, pénurie d'engrais, le fait que les animaux réquisitionnés sont mal payés.

NDLR. Le capitaine adopte une forme d'expression moins « libre » que le lieutenant mais ses appréciations ne sont pas sensiblement différentes. Il souligne les diverses pénuries et les « prélèvements » des Allemands qui justifient le mécontentement. Les sentiments à l'égard du Maréchal et de la Révolution nationale prêtés à la population appellent là encore des réserves.

01/04/42 (mercredi)

- Le JO N° 78 fait état de la nomination d'administrateurs provisoires dans :
- 56 entreprises juives.
- 202 entreprises privées de leurs dirigeants (Juifs ou victimes les lois d'exception).

Le préfet, visite 5 communes : Châtelus Malvaleix, Bonnat, Dun le Palleteau, La Souterraine, Saint Vaury.

A Châtelus, il note que « les anciens élus ne font preuve d'aucune activité politique. M. Rivière, député SFIO, conseiller général du canton mais résidant à Boussac, a adopté une attitude d'expectative et s'abstient de toute activité politique. »

A La Souterraine, la municipalité est jugée « Très bonne. » Elle a été reconstituée en application de la loi du 16 novembre 1940. » (comme dans toutes communes de plus de 2000 habitants.)

A Saint Vaury, le préfet note : « aucune personnalité politique marquante depuis le décès de M. Filloux, président du Conseil général. »

- Le *Courrier du Centre* signale que le président Roosevelt a créé un Conseil de guerre du Pacifique.

Il informe les porteurs de laissez-passer inter zones que les bureaux allemands de Chalons sur Saône, Moulins, Vierzon, Langon, seront fermés à l'occasion des fêtes de Pâques, de même que les bureaux français de laissez-passer..

Il évoque la 22^{ème} audience du procès de Riom. Deux généraux des chars ont témoigné pour signaler : « Bon matériel mais de compétence inférieure à celle des chars allemands, sans canon perforant, mal ravitaillés en essence. »

A Guéret, le cinéma Continental présente *L'héritier de Mondésir*, avec Fernandel, J. Berry, E. Popesco.

02/04/42 (jeudi)

- Le JO N° 79 mentionne que « Par décision du Grand chancelier de la légion d'honneur, en date du 16 mars 1942, a été exclu de plein droit de la Légion d'honneur : de Hautecloque, Philippe, François, Marie, chevalier, déchu de la nationalité française par décret du 16 juin 1941. (Futur Maréchal Leclerc.)

Le même JO fait état de la nomination d'administrateurs provisoires dans 99 entreprises privées de leurs dirigeants.

- A Londres les services de la France libre s'inquiètent des activités de la police de Vichy. Ils viennent d'apprendre le démantèlement, à Toulouse, du réseau Bertaux, par des policiers français.

- Le *Courrier du Centre* note que le président Roosevelt institue, à compter du 1^{er} avril, la semaine de 48 heures et signale que lors d'un entretien en présence de Molotov, Staline a remis à l'ambassadeur de Grande Bretagne une liste précisant l'aide demandée par l'URSS.

03/04/42 (vendredi)

- A Londres les services de la France libre s'inquiètent de l'emprise allemande sur l'économie française. L'Allemagne cherche surtout à contrôler les industries

du pétrole, de la houille, de la métallurgie. Quelques jours après l'annonce officielle de la cession des avoirs des industriels français de Pologne aux sociétés allemandes, Jacques Duchesne révèle la création de la société Francolor qui livre au Reich une grande partie de la chimie Française. (Émission *Les Français parlent aux Français*. 649^e jour de la lutte du peuple français pour sa libération.)

- En Creuse, le préfet se rend à Jarnages. « Aucun élément extrémiste dans cette commune. »

- Rapport du commissaire de police de Guéret au Préfet concernant un suspect. « Le dénommé A. D., venant de Paris est descendu à l'hôtel Saint François, en compagnie de sa fille. Il a quitté Guéret en direction de Bussière Dunoise, le 3 dans l'après-midi. Aucune activité suspecte n'a été relevée pendant son séjour à Guéret. »

- *Le Courrier du Centre* N° 81 annonce une distribution de confiture pour les J1, J2, J3

Il évoque la 36^{ème} audience du procès de Riom. Trois généraux ont été entendus. Le premier se plaint de l'insuffisance de matériel de défense anti-aérienne, le second reconnaît la bonne qualité du matériel optique mais le juge en nombre insuffisant, le troisième parle du manque important d'habillement et de couvertures mais révèle que « au printemps de 1940, à l'entrepôt de Troyes il y avait pour deux milliards d'habits neufs. » Évoquant ensuite « les bruits qui ont couru touchant la livraison de matériel aux républicains espagnols, ...jamais on a fourni de brodequins ou de couvertures à l'Espagne. »

04/03/42 (samedi veille de Pâques)

- A Guéret, dans son rapport au préfet, le commissaire de police signale que « L'Émancipation nationale a fait jeter sur la chaussée autour de la place Bonnyaud, 500 tracts environ « Churchill assassin », au début de l'après-midi. »

- *Le Courrier du Centre* écrit : « Selon un communiqué allemand, (souligné par nous) les forces maritimes de guerre de la Grande Bretagne et des États-Unis ont perdu au cours de ces deux mois : 1 croiseur, 8 contre-torpilleurs, 4 torpilleurs, 12 torpilleurs et canonnières à moteur, 5 navires de surveillance, ; 3 chasseurs de sous-marins. 37 autres navires de guerre ont été endommagés.

La Luftwaffe a bombardé les installations portuaires de Douvres et Portland.

Sources :

- *Journal officiel*, exploré par Mme S. Cerclier
 - *Courrier du Centre*, exploré par Mme Cerclier
 - *Préfecture* : ADC 976W165, exploré par Georges Dallier
 - *Police* : ADC 976W28-29, exploré par Georges Dallier
 - *Archives gendarmerie*, explorées par Jean Michaud
 - *BBC* : « Ici Londres ». Tome 2
- Ouvrages et documents divers association.

Observations générales

Ce rappel de faits qui se sont déroulés au cours de la semaine du 28 mars au 4 avril 1942 n'est évidemment pas exhaustif (nous aurions pu en évoquer d'autres dont il existe des traces et il y a tous ceux qui n'en ont pas laissé, telles les actions et infractions, bien réelles, qui n'ont pas été relevées.)

Nous avons surtout voulu montrer ce qu'était l'information des Creusois, celle des services officiels et l'appréciation qu'ils en transmettaient, évoquer les conditions de vie (ravitaillement et pénuries diverses), rappeler la guerre qui affecte alors l'ensemble de la planète avec ses 4 grands fronts :

- L'Atlantique (attaque des navires alliés par les sous-marins allemands.)

- La Méditerranée (opérations maritimes et aériennes, Rommel en Afrique du Nord.)

- L'Europe (Bombardements de l'Allemagne. Combats en URSS, la Wehrmacht piétine mais elle n'est pas encore défaite et elle prépare une nouvelle offensive.)

- Le Pacifique (les Américains ne parviennent pas à endiguer l'avance japonaise.)

Malgré des perspectives peu encourageantes, les Creusois ont, en ce printemps de 1942, manifestement fait choix de la victoire alliée mais ce choix semble traduire surtout le refus de la collaboration et la haine des Allemands, bien que le département ne soit pas encore occupé. Curieusement, les sources évoquées ne font mention, durant cette semaine, d'aucun acte de Résistance, les seuls tracts mentionnés sont hostiles à Churchill. Cela ne signifie pas que la Résistance est inexistante mais seulement qu'elle est encore en phase d'organisation ou de réorganisation comme chez les communistes, durement affectés par les arrestations de l'automne précédent. Les mouvements de zone sud ne sont encore que très faiblement implantés.

La confiance accordée au maréchal Pétain, dont témoignent les rapports de gendarmerie et les constats du Préfet, peut paraître surprenante chez ces Creusois qui souhaitent la victoire des Alliés et sont hostiles à la collaboration. Même quelque peu surestimée par les services officiels, elle semble bien réelle. Il faut l'apprécier en fonction du prestige personnel que conserve encore le chef de l'État, de l'intense propagande faite autour de sa personne, mais aussi, comme le montrent les mêmes sources et d'autres moments, par le constat que les mécontentements se focalisent sur ceux qui prennent les décisions en son nom : les ministres, mais surtout les hommes qui assument la réalité du pouvoir, Laval jusqu'à son éviction en décembre 1940, puis Darlan et bientôt à nouveau Laval qui va revenir au gouvernement avec des responsabilités accrues. Il faudra attendre l'occupation allemande, les premières grandes victoires alliées, et surtout le STO, pour que s'affirme la Résistance.

HISTOIRE. MEMOIRE. OPINION

Ces trois termes reviennent régulièrement dans nos bulletins. Ils semblent toujours en quête de définition, comme si l'on avait perdu l'usage des dictionnaires. Nous avons même évoqué (N° 14 et N° 23) deux colloques consacrés au thème « Mémoire et histoire » ce qui d'évidence signifie que les deux mots ne sont pas synonymes et ne peuvent être confondus. Brièvement :

L'histoire est le fruit d'un travail scientifique. Elle est une discipline qui a ses règles et son éthique. Elles se fonde sur la recherche dans toutes les sources existantes, vérifie, authentifie, analyse, place ou replace les faits dans leur contexte et en rend compte.

La mémoire directe d'un fait est sélective (elle ne retient pas tout et les mémoires de deux témoins ayant un même champ de vision ne retiendront pas la même chose.) Elle est partielle car le champ de vision d'un témoin A est différent de celui du témoin B placé en un autre point. Elle est aussi infidèle (oubli) et tend à se modifier, à se recomposer avec le temps. La mémoire indirecte (je sais parce qu'on m'a dit ou parce que j'ai lu) est par nature elle aussi sélective, partielle et infidèle car elle cumule les aléas de toutes les sources auxquelles elle s'alimente..

Les historiens sont en général très réservés vis à vis de la mémoire (voir l'opinion de François Bédarida, fondateur de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), récemment décédé, dans le bulletin N° 20.) Il est aussi possible (et recommandé) de méditer certains propos notés lors d'un colloque (bulletin N°2) :

- Il faut dissocier histoire et mémoire.
- Les historiens sont des trouble-mémoire.
- L'histoire doit organiser le relais de la mémoire.
- Les témoins doivent comprendre que la rigueur de l'historien ne peut se satisfaire de la mémoire.

L'opinion, quant à elle, n'exprime qu'une vision ou une appréciation personnelle d'un fait ou d'un état de fait, un point de vue, une croyance, un jugement fondé sur des critères propres à celui qui l'émet. Elle traduit une conviction mais elle n'exclue ni le préjugé, ni le parti pris, ni la subjectivité.

Curieusement, ces trois termes qui ont chacun un sens bien précis, sont souvent confondus, l'opinion et la mémoire investissant le terrain de l'histoire.

De toutes les disciplines scolaires et universitaires, l'histoire est à la fois l'une des plus mal maîtrisée et l'une de celles qui suscitent le plus de vocations tardives. Avec l'économie, elle est une de celles qui alimentent le plus souvent les conversations, en s'appuyant sur des opinions, convictions et certitudes, fondées ou non. Par contre, hors cercles spécialisés, il est fort rare d'entendre parler de mathématiques, de physique, de chimie, disciplines pourtant jugées plus importantes dans les cursus. A l'encontre de Pasteur qui disait (citation de mémoire) : « Plus on avance dans la connaissance, plus on mesure l'ampleur de ce qu'on

ignore », l'historien autoproclamé n'a que des certitudes. Il est un peu comme le jeune qui vient d'obtenir son permis de conduire et se prend pour Fangio, Prost, Schumacher ou encore le cycliste du dimanche qui, tout heureux de faire prendre l'air à son nouveau vélo et à son beau maillot, traite doctement de ses performances (potentielles) face à celles de Virenque ou Jalabert.

L'histoire ne serait plus la science des historiens dûment formés et diplômés, le fruit de la recherche et de l'accumulation des connaissances, mais s'ouvrirait aux émetteurs d'opinion, aux porteurs de mémoire, à qui voudrait transmettre un savoir acquis non par l'étude mais attaché à une fonction, une opportunité, une ambition. Ainsi semble se développer une histoire et une mémoire (les deux termes sont souvent confondus) officielle donc soumise aux aléas politiques, s'organiser la transmission d'un mémoire répondant à des critères ou des choix de circonstance.

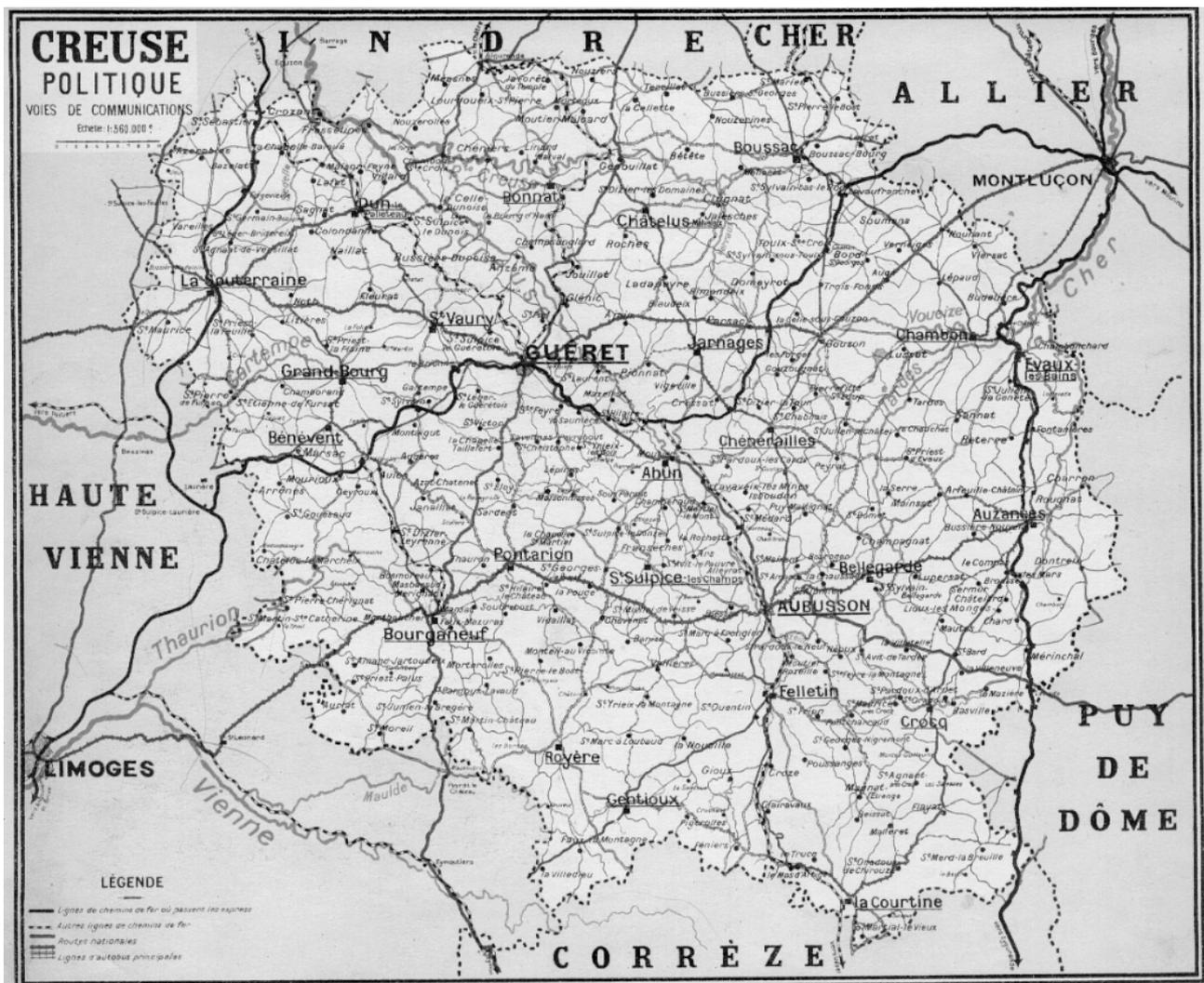
LA CREUSE A LA VEILLE DE LA GUERRE

La carte ci-contre n'est apparemment guère différente de celle d'aujourd'hui. Pourtant, à y regarder d'un peu près, on s'aperçoit que le tracé de certaines routes a quelque peu changé, que des déviations ont été réalisées, que le parcours de la RN 145 dans sa partie à 4 voies a été modifié, qu'il évite La Souterraine, Saint Vaur, Guéret centre, etc.

Plus significatif encore sont les changements intervenus dans le réseau ferré. La ligne Guéret-Saint Sébastien par Bussière Dunoise, Dun, Maison Feyne, etc., est désaffectée, tout comme celle de Guéret à La Châtre par Jouillat, Bonnat, Genouillat, Aigurande, et celle de Lavaufranche, Boussac, Saint Marien, Châteauroux. Celle de Vieilleville à Bourganeuf par Saint Dizier Leyrenne, ne transporte plus de voyageurs et celle reliant alors Guéret, Aubusson, Felletin, La Courtine, Ussel s'arrête désormais à Felletin. Sur la ligne Paris-Toulouse, au nord-ouest du département, des petites gares ont été fermées, telle Forgevieille entre Saint Sébastien et La Souterraine. Il en va de même sur la ligne Bordeaux-Lyon qui dans son parcours creusois ne s'arrête plus dans diverses petites stations désaffectées.

Il n'y avait alors guère d'automobiles et peu de cars. Simple exemple, les élèves de La Souterraine qui venaient passer des examens à Guéret, ceux qui étaient internes au Lycée ou à l'École Normale, avaient le choix entre deux parcours : par Saint Sébastien ou par Saint Sulpice Laurière. Pas très rapide mais bucolique. Pour aller du sud est de la Creuse au nord-ouest il fallait passer par Montluçon. On « enregistrait » à la gare de départ le vélo qu'on retrouvait à l'arrivée.

Il n'y avait pas de ramassage scolaire. Les élèves des campagnes faisaient souvent plusieurs kilomètres à pieds, en sabots, pour aller à l'école primaire, un peu plus encore, mais à vélo, pour se rendre au collège. Il n'y avait pas de scooter.



Cette carte, d'origine en couleurs, est extraite d'un ouvrage intitulé *Le Pays Creusois*, édité avant la guerre de 1939 par Les Presses Universitaires de France et présenté par la Fédération des œuvres laïques de la Creuse. La reproduction en noir et blanc, par photocopie, en altère la lisibilité mais il est possible de distinguer, en pointillé, les lignes secondaires aujourd'hui désaffectées

Les routes ont, elles aussi, beaucoup changé. La carte de la Creuse que présentait le calendrier du facteur distinguait les routes « modernes », les routes « principales » (pas toujours bitumées) et les routes « régulièrement empierrées. » La Carte Michelin avait une terminologie quelque peu différente, avec 4 catégories : routes « à grande communication », routes « principales », routes « régulièrement empierrées », routes « de viabilité incertaine ou très étroites. »

C'était le temps des attelages, le temps où les troupeaux de bovins ou de moutons imposaient leur lent cheminement aux rares automobilistes, ce qui contrariait le préfet lors de ses déplacements mais laissait quelque peu indifférents les gendarmes chargés d'y remédier car eux se déplaçaient à bicyclette et étaient habitués au rythme de vie des populations rurales de leur circonscription.

L'ÉTAT FRANÇAIS. L'ÉCOLE ET LA JEUNESSE.

Pour le gouvernement de l'État français, comme pour tout pouvoir autoritaire, l'école et la jeunesse sont des enjeux prioritaires. Pétain, en France, n'est pas allé aussi loin que Hitler en Allemagne, notamment en matière d'embrigadement de la jeunesse (et des adultes,) mais l'histoire nous rappelle de bien douloureux souvenirs.

L'école laïque et les instituteurs sont considérés par le nouveau pouvoir comme responsables (avec les communistes, les Juifs et les francs-maçons) de la défaite de la France. Pour le généralissime (vaincu) Weygand : « La France a mérité sa défaite : Elle a été battue parce que ses gouvernements, depuis un demi-siècle, ont chassé Dieu de l'école. » En fonction de quoi : « L'éducation de notre jeunesse doit être réformée. » Alibi facile et remède discutable pour masquer les inconséquences de nos chefs militaires et de ceux qui les ont nommés.

La hiérarchie catholique relaie naturellement le diagnostic. « Pour avoir chassé Dieu de l'école, des prétoires, de la nation, Seigneur, nous te demandons Pardon. » Ces propos sont de Mgr Saliège, évêque de

Toulouse, plus connu pour son attitude courageuse, en 1942, lors de l'arrestation et de la déportation des Juifs. Le journal *La Croix* avait écrit la veille, sous la signature de l'abbé Theillier de Poncheville : « Nous avons bien des fautes à expier ; une entreprise de déchristianisation qui a atteint les sources mêmes de notre Patrie. Beaucoup d'indifférence religieuse de la foule et pas assez de ferveur. ... Trop de blasphèmes et pas assez de prières. Trop d'immoralité et pas assez de pénitence. Tout cela devait se payer un jour. »

Paul Claudel, diplomate, poète, dramaturge et académicien, écrit dans son journal, en juillet : « La France est délivrée du joug radical et anti-catholique (professeurs, avocats, Juifs et francs-maçons.) Quand on lui parle de tolérance, il répond : « Il y a des maisons pour ça. » Aujourd'hui, tous nos dictionnaires ou traités de littérature vantent les mérites du grand homme, en oubliant son intolérance.

C'est dans ce contexte que, dès le 12 juillet, au lendemain même des « actes constitutionnels » par lesquels le maréchal Pétain s'est auto-proclamé Chef de l'État, est formé un nouveau gouvernement et créé au sein de celui-ci, un ministère de la jeunesse ... et de la famille.

Le 27 juillet, est créée, au sein de ce ministère de la jeunesse, une institution nouvelle : Les Compagnons de France. avec pour devise : « Unir pour servir. »

Le 1^{er} août, sont créés les Chantiers de jeunesse, placés sous l'autorité du général de la Porte du Theil, convaincu que : « Une société comme la France, qui s'est faite et qui a longtemps vécu sur des traditions religieuses, ne se fera pas sans un retour à ces sources profondes de son unité qui sont la raison d'être de son expansion et de sa grandeur. »

Le 7 août, est créé un commissariat à l'éducation physique et aux sports, confié au champion de tennis Jean Borotra.

Le 21 août, un arrêté ministériel fixe « les modifications à apporter aux manuels scolaires. » Le 24 *La Croix* titre « Une autre épuration : celle des livres scolaires » et poursuit : « ... de tristes pédagogues n'avaient pas manqué d'introduire dans l'histoire de France, nos recueils de lecture et de dictées, voire de récitation, les germes de principes qui leur étaient chers et qui devaient détruire avant tout « ces grandes vérités de la morale chrétienne » dont le chef de l'État ... reconnaît qu'elles avaient formé la base solide de notre civilisation. »

Le 3 septembre, une loi abroge celle du 7 juillet 1904 supprimant l'enseignement congrégationaliste et l'article 4 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relatif au contrat d'association.

Le 18 septembre, une loi supprime les écoles normales primaires (décision qui ne prendra effet que le 1^{er} octobre 1941.)

Le 21 septembre, une loi engage la réforme de l'enseignement secondaire.

Début décembre 1940, le ministre Ripert qui a succédé le 12 juillet à Mireaux, veut « grouper les notions de morale autour de la devise de l'État Français : Travail, Famille, Patrie. » ... Ces programmes, écrit *Le Figaro*, restaurent expressément les notions des devoirs envers Dieu. »

Jacques Chevalier, filleul du Maréchal, qui a remplacé Ripert au cours de ce même mois de décembre, après le renvoi de Laval, restera dans l'histoire comme le ministre qui a voulu officiellement « réintroduire Dieu à l'école. » *La Croix* le situe « dans la tradition la plus pure de la philosophie spiritualiste et catholique la plus pure. » Il devra, le 23 février 1941, laisser sa place à Jérôme Carcopino, lequel associera les deux enseignements jusque alors séparés : primaire (inclus le primaire supérieur) et secondaire.

Le maréchal, qui a 84 ans mais pas d'enfant, s'intéresse beaucoup à l'école et la jeunesse. Il aurait, dit-on, rêvé d'être ministre de l'instruction publique. Il n'est pas non plus un catholique fervent et, en infraction aux règles de la religion, il a épousé une divorcée. Il subit d'évidence la pression d'une partie de ses proches, étant précisé que les maurrassiens, nombreux dans son entourage, sont depuis 1926 en marge de l'Église, mais l'armée qui est « sa famille » se veut très « bien-pensante. »

La volonté des principaux dignitaires catholiques de prendre une revanche sur la laïcité est évidente dès le lendemain de la défaite. Dès le 16 juillet, le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, s'est précipité à Vichy pour solliciter une aide en faveur de l'enseignement confessionnel.

La République laïque (laïc signifie : indépendant de toute confession religieuse) avait-elle « persécuté » les catholiques comme on pourrait le croire à la lecture des récriminations portées à l'encontre de l'école ? La réponse est sans ambiguïté : L'État républicain assurait, depuis Jules Ferry, « le libre exercice de la religion » et l'article 2 de la loi du 28 mars 1882, toujours en vigueur en 1940, prévoyait que « les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, à leurs enfants, l'instruction religieuse en dehors des édifices scolaires. » (et en dehors des heures de classe.)

En fait, l'Église de France n'a jamais admis la laïcité (qui limite le prosélytisme) et les lois de séparation (qui ont affecté son pouvoir temporel.) Dans un pays en voie de déchristianisation, spécialement en Creuse, la situation demeurera plus ou moins conflictuelle jusqu'à la libération et même au-delà.

Par delà les querelles religieuses, il convient de retenir que tout pouvoir en recherche d'autorité ou de légitimité s'efforce toujours de contrôler et orienter la jeunesse, via sa formation et son information. (*Sources chapitre p. 12*)

HOMMAGES

Dans le N°23, un problème de scanner n'a pas permis d'illustrer les textes consacrés aux personnalités dont nous avons évoqué la mémoire. Ci après leur photo.



Roger Cerclier (Jean Pierre) Chef départemental des M.U.R. ↑

Élie Piron (Cdt Rose) chef départemental de l'Armée secrète ↓



Alfred Bourdet (Cdt Bock) chef de secteur de l'Armée Secrète ↑

Le programme, conduit par l'association CVR, d'apposition de plaques-souvenir va reprendre et nous aurons, à cette occasion, à évoquer les hommages rendus à d'autres personnalités de la Résistance. Nos ouvrages seront plus exhaustifs et évoqueront la mémoire de tous ceux qui, par leur engagement, ont mérité la reconnaissance des Creusois.

Henry Castaing (Kaolin) chef du réseau Ajax, futur préfet ↓



RESISTANCE ET RESISTANTS

En juin 1999, à l'occasion du centenaire de Jean Moulin, s'est tenu à Paris un colloque consacré à « l'unificateur de la Résistance, » organisé par le Centre d'histoire de l'Europe au XX^e siècle. Les actes qui contiennent les communications d'une trentaine d'historiens, ont été publiés, sous la direction de Jean-Pierre Azéma. (1) Nous extrayons, de la conclusion de René Rémond, quelques passages qui nous semblent mériter l'attention de qui s'intéresse à l'histoire de la Résistance.

« On ne peut manquer d'être frappé par la place considérable faite aux personnalités dans les travaux sur la Résistance. ... Cette façon de faire est-elle légitime ? Même si elle ne fut le fait que d'une minorité de Français la Résistance est un phénomène collectif. N'est-ce pas proposer une vision réductrice que de focaliser ainsi sur des individualités ? ... Comment faire le lien entre l'évocation de quelques figures majeures et l'étude du phénomène collectif ?

« Sous le choc de la défaite, toutes les institutions ont éclaté – partis ou syndicats – et il n'y a plus d'autorités auxquelles recourir pour savoir où est le devoir. ... La Résistance est une rupture et les résistants des rebelles : ce n'est pas à tort que le régime de Vichy les qualifie de dissidents. Le choix est particulièrement difficile pour les fonctionnaires qui ont le sens de l'État et qui vont devoir travailler contre le pouvoir établi. Sans compter le cas de conscience pour certains de passer outre au serment de loyalisme prêté au chef de l'État. Il leur faut découvrir une distinction qui n'est pas familière à l'époque, entre légalité et légitimité. ...

« La Résistance a besoin de chefs ; ... en l'absence de « héros » les personnalités lambdas découvrent en elles-mêmes des capacités qu'elles ne soupçonnaient peut-être pas. Reconnaître le caractère irremplaçable des personnalités n'est pas sacrifier à la mode de la biographie ni davantage céder à une inclination hagiographique.

« Je mentionne pour mémoire un problème connexe ... : celui des relations entre les chefs historiques, figures flamboyantes, personnalités charismatiques, et tous ceux qui les ont progressivement rejoints et qui ont obscurément travaillé pour la Résistance. Autant il est légitime de reconnaître le rôle décisif des pionniers, autant il serait injuste d'y réduire toute la Résistance. La base ignore à peu près tout des divergences qui opposent au sommet les mouvements : la plupart des résistants sont peu politiques et ne peuvent pressentir les enjeux des désaccords entre les responsables. Ils sont plus sensibles à ce qui les réunit et les oppose à Vichy. Il serait néanmoins d'un grand intérêt de préciser ce qui leur parvient des querelles au sommet, comment ils perçoivent et ce qu'ils en pensent.

Dans la troisième phase de l'histoire de la Résistance, celle de son unification, où elle s'emploie à reconstituer dans la clandestinité un État et une administration, le rôle des individus est encore capital. ... Quel meilleur exemple de l'importance des individus ?

(1) *Jean Moulin face à l'histoire*. Flammarion. 2000

L'essentiel est dit, mais il est nécessaire de passer du général au particulier, de connaître les spécificités de la Résistance en Creuse. En l'état des connaissances :

En Creuse

Sur le premier point, il est bien évident que quelques personnalités ont dominé la Résistance, parfois par leur intelligence, leur courage, leur charisme, parfois aussi par la précocité et le caractère spontané, personnel, de leur engagement initial.

Sur le second point et spécialement la défaillance des institutions, la Creuse n'échappe pas à la règle. Tous ses parlementaires présents à Vichy le 10 juillet 1940 ont voté les pleins pouvoirs à Pétain et rares sont ceux qui ont ensuite joué un rôle dans la Résistance. Au niveau des conseillers généraux, il n'y aura de même que bien peu d'engagements, spécialement dans la Résistance armée. Les fonctionnaires furent longtemps loyaux, sans apparemment se poser de questions éthiques, mais ils évoluèrent comme l'ensemble de la population et le culot (ou le charisme) de l'un d'eux, arrivé en 1943, fit basculer nombre de responsables.

Sur le troisième point, en Creuse comme ailleurs, la reconnaissance du rôle irremplaçable de certaines personnalités ne justifie pas l'hagiographie et moins encore l'hagiographie sélective.

Sur le quatrième point, en Creuse comme ailleurs, « la base ignore à peu près tout des divergences au sommet » et « la plupart des résistants sont peu politiques » ou politisés (hors noyaux communistes,) spécialement chez les jeunes qui ont constitué la très grande majorité des combattants. Simple exemple : bien peu de résistants « en actes » sont alors correctement informés de l'unification au sein du Conseil National de la Résistance et la réaction alors la plus fréquente se traduit par : « Il (de Gaulle) ferait mieux de nous envoyer des armes que de s'occuper des politiques. »

Sur le dernier point, les combattants étaient moins préoccupés « par la reconstitution de l'État » que par la libération du territoire.

Sources (P.9-10)

- *Histoire de la jeunesse sous Vichy*. P. Giolitto. Perrin 1991.
- *Les catholiques sous l'occupation*. J. Duquesne. Seuil. 1996.
- *Vichy sous l'Église*. Michèle Cointet. Perrin 1998.

ERRATA – OMISSIONS

N° 24 : « Il y a 60 ans. » Les sources n'ont pas été mentionnées. Ce sont les mêmes que précédemment.

Tous droits de reproduction réservés, sauf accord préalable.

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.
Pdt : R. CASTILLE La Combe 23300 VAREILLES Tél. : 05 55 63 01 01
Secrétaire : S. CERCLIER 1 rue d'Armagnac 23000 Guéret 05 55 52 73 19